

Zeitschrift: Le conteur vaudois : journal de la Suisse romande
Band: 7 (1869)
Heft: 27

Artikel: Un canard et un poulet
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-180435>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

De m'en allâve quand d'é rencontra on âtre monsu que n'avê pàs l'air blâqueur ; é m'a bailla cé paquet que d'é mtâ dians ma fatta de dzot l'bré. E m'a parlâ de mons Bartholoni, qu'a étâ tré coups ntron Député, que fâ du bin é poures, que procure des places à tō c'leux qu' s'adressont à lui et qu'est preu cognu dians le pays.

On pou p'lèvre, d'é co étâ accostâ per on atro qu' m'a rempli mon gosset avoué des affiches d'on avocat de Sallanches, que travaille pet Jules Favre. — Dêtes-vi, mon poure Jean-Claude, ta qui faut fâre de totes c'les bougreries et pet quoi faut-é vôtâ ?

Jean-Claude. — D'é mé d'expérience que têt, car d'é viu la République et le premi Empire ; d'é bin réfléchi su c'la question et du moment que te vu cognêtre m'n'avi, de m'en vais t'expliq'â m'n'ôpinion.

Quant à sti baron, de ne t'en derè point de mâ, mais rappella-tet qu'i est d'na race d'hommes que vudrions nos rammenâ u temps d'avant la Révolution, quand ntrous pâres leur péivont la dima ; qu'i s'appellâvont lous *seigneurs* et qu'i aviont l'drê d'allâ dremi avoué les fennes que se mariâvont, dvant que l'épeux.

Mayet. — De n'en vouo pas ! de n'en vouo pas !...

Jean-Claude. — Ora, nos-zin Jules Favre, de me pense qu'i est on brâve homme et de sé qu'al a toplan d'esprit et qu'é prêge man on Evêque, mé n'i est pâ çan qu'i nos faut. — I est le chef d'on parti que vudret renversâ l' Gouvernement : al présentâ per on tas de bavards, de déplaisants que n' sont contents de ran, que crétiquont têt çan que ne vint pàs d'leux. I vudriont fâre na républica à leus zidées, et à la place de l'Empereur on véret arva tré u quatre cents mâ lavâ que s' disputeriont l' pavé, que nos m'gérions et que fornêtrions pet se m'gi lous ons lous âtros. — Miot qu' çan : on sâ partinement qué Jules Favre, quand même é sar nommâ, ne vudret pàs être n'tron député, al a diet positivement qu'é volê restâ avoué c'leux de Lyon. I fare mé des nouvelles élections que nos embêteriont et nos fariont perdre ntron temps, et i présenteriont on âtro candidat que ne fare pas l'affâre de c'leux que vogliont Jules Favre à causa de son talent. — Tlé, Mayet, i sar la mima chusa que l'histoère de c'la dame que demandave du thé dians on auberge de campagne et à la qualla i ont répondu : On n'en a point, on vot fara on mattafan à la place !

Mayet. — I est portant vrai tot çan.

Jean-Claude. — Vêtes, mon garçon : nos avions on député que n'a fé que du bin ; qu'êtê affable, charitable et accessible à tot le monde. Al a fé du bin à des ingrats que ne s'en rappellent pâ mè et que l'insultont ouè. Ne les imitins pas pet ne pas ressemblâ à cé malheureux qu'êtê tombâ dians on terreau et qué remarçia à coups de bâton l'honnête homme que gl'i avê tendu la man pet le sourti. — Allins tot en on moué vota pet Mons Bartholoni et rappelins-nos du vieux proverbe :

On sâ ce qu'on quitte,

On ne sâ pas çan qu'on va prendre.

La Côte-d'Hyot, 20 mai 1869.

Un canard et un poulet.

Une jeune femme se lamente sur le banc correctionnel ; elle est prévenue, en faisant son marché, d'avoir oublié de payer un poulet et un canard trouvés dans son panier. Elle proteste de son innocence, dit qu'elle a acheté les deux volatiles à une paysanne qu'elle n'a pu retrouver. Un témoin a reconnu son canard ; un autre témoin n'a pas reconnu son poulet.

Telle est la situation du débat quand la parole est donnée au défenseur de la prévenue.

« Par où faut-il que je commence, dit le défenseur, par le canard ou le poulet ? S'il s'agissait de les manger, je serais bien embarrassé, car l'un et l'autre ont du bon, et je craindrais de faire offense à l'un en donnant la priorité à l'autre. Mais je me rassure ; ici, l'art culinaire n'a rien à voir, puisque canard et poulet, poulet et canard, n'ont pas été cuits, mais seulement saisis.

Nous sommes donc en présence de cadavres, et, à défaut des lumières de la médecine légale, qui n'a pas été appelée à proclamer ses oracles, osons procéder nous-mêmes à l'autopsie.

Je prends d'abord le poulet, et je trouve sur son cou la trace d'un bel et bon égorgement produit par un écuyer et un instrument tranchant, l'un portant l'autre.

L'écuyer tranchant a été appelé à la barre ; c'est un marchand de volailles à la halle. On lui a demandé si le poulet *de cujus* était sien, il l'a repoussé avec dédain. « Le poulet n'est pas mien, a-t-il dit ; tous mes poulets, c'est moi qui les saigne de ma main, et je reconnais mon coup de couteau entre mille. »

Avec une telle déclaration, vous le comprenez, il n'y a pas à plaisanter ; le marchand de volailles a déposé sous la foi du serment ; il a une manière à lui de saigner les poulets, peut-être un brevet d'invention ; respect à sa marque de fabrique ! Il ne reconnaît pas dans celui qu'on lui présente le poulet qui lui aurait été volé, et alors la prévention se retourne et dit que le poulet a été volé à un autre ? mais comme personne autre que lui ne vient se plaindre du vol d'un poulet, j'en conclus, et me voici arrivé à ma thèse, que le poulet a été acheté par ma cliente et non volé.

Qu'est-ce que ma cliente ? Une jeune et honnête mère de famille.

M. le président : Le dossier dit qu'elle n'est pas mariée légitimement.

Le défenseur : Oh ! que je remercie M. le président de cette bienheureuse observation. Elle n'est pas mariée ! Mais c'est là ce qui la rehausse. Mariée, il lui faudrait, de par la loi, endosser tous les devoirs, toutes les fatigues, toutes les douleurs de l'épouse, de la mère de famille. Eh bien, libre de les répudier, ma jeune cliente les accepte, non par devoir, mais par enthousiasme, par vertu ! J'ai voulu voir ce ménage de mes yeux ; je l'ai vu, et je le proclame un ménage modèle ; tout y est propre, luisant, lustré. J'ai vu là trois petits enfants s'ébattre dans une couche éblouissante de blancheur ; on eût dit des roses tombées sous une touffe de lis. N'est-ce donc pas là de la légitimité, et de la meilleure ? Permettez-moi de le dire, messieurs, les ménages les plus légitimes n'offrent pas toujours ce riant tableau de l'amour conjugal qu'il m'a été donné de contempler.

J'arrive au canard. Le canard est reconnu par un marchand à qui il en a été volé un. Mais tous les canards ne se ressemblent-ils pas beaucoup, surtout quand ils sont plumés ? Le marchand en convient ; aussi ce n'est pas le canard lui-même qu'il reconnaît, mais le papier blanc dans lequel il était enveloppé. En vérité, ce n'est pas sérieux. Tout à l'heure, nous avions un tueur de poulets dont le couteau est la marque de fabrique ; voici maintenant un tueur de canards qui les reconnaît à leur linceul ; il a, dit-il, une manière d'ensevelir ses canards dans un suaire de papier blanc qui n'appartient qu'à lui. En vérité, nous marchons de prodige en prodige ; autrefois, il fallait deux lignes d'écriture pour pendre un homme ; désormais, de par les marchands de canards, le papier blanc suffit.

Je réponds à une dernière objection. Il n'est pas ordinaire, dit-on, que, dans un ménage d'ouvriers, on achète, le même

jour, un canard et un poulet. Ordinaire, non ; mais par hasard, comme extra, pourquoi pas ? Henri IV voulait démocratiser la poule ; son petit-fils a eu le tort de ne vouloir pas démocratiser les poulets ; les poulets l'ont chassé et ils se sont démocratisés tout seuls.

Dans les familles les plus riches, les mieux réglées, où dans les repas quotidiens coulent le vieux bourgogne et le bordeaux, n'est-il pas des jours où on débouche le madère, le champagne, le johannisberg, le tokay ? Pourquoi l'ouvrier qui a travaillé toute la semaine ne ferait-il pas un petit extra le dimanche ? L'extra, c'est la corde qui se détend ; c'est un besoin, une nécessité. Si opulent, si puissant qu'on soit, on se lasse de l'ordinaire ; il faut des extras. Alexandre le Grand voulait pour extra la domination du monde ; Louis XIV, assez bien logé, a voulu Versailles, petit extra de quelques centaines de millions. Mais laissons là le passé et les têtes couronnées, et, baissant le ton, arrivons à des faits plus humbles et plus contemporains.

Ne vous souvient-il plus de cela, il n'y a que vingt ans, que, dans un château historique où on fêtait certain président du conseil, on est allé si loin, que le banquet politique avait dégénéré en une descente de la Courtille, et qu'un diplomate allemand avait été surpris soufflant dans un mirilton le refrain de la Marseillaise ?

En face de ces gros appétits, quelle figure voulez-vous que fasse mon canard et mon poulet ? Nous ne sommes que des ouvriers, il est vrai, mais nous aimons les extras comme tout le monde ; seulement, quand nous nous les permettons, nous les payons ; c'est tout ce que nous voulions dire et tout le monde ne pourrait pas en dire autant. »

Le tribunal, qui a souri plus d'une fois aux joyeusetés d'esprit du défenseur, aurait été peut-être de bonne composition pour le poulet ; mais le canard reconnu par le marchand était d'une plus difficile digestion. La prévenue a été condamnée à trois mois de prison. (*Gazette des Tribunaux.*)

Les francs du pape.

Chacun connaît la cause qui a motivé l'arrêt du Conseil fédéral excluant des caisses fédérales les innombrables pièces portant l'effigie de Pie IX. Le 23 décembre 1865, une convention monétaire fut conclue entre la Suisse, la Belgique, la France et l'Italie. Jusque-là les monnaies frappées par chaque Etat avaient seules cours légal sur le territoire de cet Etat ; les autres espèces n'y circulaient que par tolérance. Cette convention régla le titre des monnaies ainsi que la quantité d'émission autorisée. La limite de cette émission fut fixée à 6 francs par habitant. Ni la France, ni la Suisse, ni la Belgique n'ont atteint le chiffre d'émission que la convention autorise, le pape seul s'est écarté de la règle, d'abord en frappant des pièces divisionnaires de 25 centimes au lieu de pièces de 20 centimes, ensuite en ne limitant pas à 6 francs par habitant l'émission des monnaies d'appoint. De là les entraves mises par l'autorité fédérale à la circulation de celles-ci.

Mais ne crions pas trop contre le Saint Père ; au dire de l'*Ami du Peuple*, de Romont, il n'a fait qu'user de ses droits les plus légitimes. Voici comment ce journal arrange l'affaire ; l'explication est charmante :

« La pièce de 25 centimes, dit-il, a eu pour but
« de ménager la transition entre l'ancien système
« des monnaies romaines et le système du franc.
« Quant à l'émission, on devait tenir compte à la
« fois des principes et des besoins de la population
« romaine.

« Des principes d'abord. Le saint père pouvait,

« d'après la convention, émettre 6 francs de mon-
« naie d'appoint par sujet ; or, quel est le nombre
« des sujets de Pie IX ? Si l'on ne tient compte que
« du petit Etat qui lui a été laissé, le Saint Père
« n'a plus que 800,000 sujets tout au plus. Mais
« Pie IX n'a pas accepté la théorie des faits accom-
« plis ; il se considère comme légitime souverain de
« ses anciens Etats dans leur intégralité ; il est, en
« droit, le roi de plus de trois millions de sujets,
« et, naturellement, il ne pouvait souscrire à des
« conditions qui seraient la négation de ce droit. »

Et dire que nous tous qui refusons les francs du pape, avons sérieusement cru jusqu'ici que Victor-Emmanuel régnait sur presque toute l'Italie ; dire que nous avons bénévolement accepté la théorie des faits accomplis !...

Hâtons-nous donc de reconnaître cette monnaie neuve et brillante, dont le prochain Concile prononcera sans doute l'infailibilité. L. M.

Lorsqu'on trouve sur son chemin un papier plié soigneusement, et qui n'est pas trop souillé de boue, franchement, on se baisse pour le ramasser. La curiosité est inhérente à notre nature. Est-ce peut-être quelque billet amoureux, quelque tendre rendez-vous ? Peut-être est-ce un billet de banque ! le hasard est si grand. Le papier que nous avons trouvé l'autre jour n'est ni l'un ni l'autre, c'est tout simplement le rapport d'un garde-forestier des environs de Lausanne. Il est écrit sur papier timbré, daté et signé. On nous permettra de taire les noms propres mentionnés dans cette pièce, que nous recommandons comme un modèle du genre à la société qui s'est fondée à Lausanne pour l'étude du style phonographique.

Nous reproduisons textuellement :

« Rapor du 17 septembre 1867.

» entre honzuré et midi trouver la femme *** et
» son panssoinaire propriétaire en V*** trouver en
» delit dans la coupe de la forrét de *** apar-
» tenant au ***, il avet chacun une hotte plaine
» de copò et àvet un voyage de Branche de sapin
» fabriquer pour des fagot qu'il mapartenet par
» des mise que j'aifait, au momant quil mont
» àperçus ils sonvite prileur hotte pour sesover
» il non pas huletan de prandre lés branche je leur
» ai crié que je voulet les raporter il alontan qu'il
» fonsemétier.
» Les proche voisin nouson averti que toules jour
» alamaime heure on les trouverait maimme on ma-
» prihaumoin pour unsant de fagot. »

(Signature).

Pierro David qu'éta pro farceu rincontro on matin son vesin que plioravé à tsaudé larmé ; l'ai dit : qu'à-tou François que té to tristo ? Eh, mon pouro Pierro David, lo Bon Dieu ma prai ma fenna ceta né. — Oh ben ! que lai répond l'autro, l'ava mé dé coradzo qué mé, car l'étaï ruda poueta.

L. MONNET. — S. CUÉNOUD.